Numérisation CERMTRI

Soustelle, criminel de guerre

En application de deux arrêtés pris par M. Jacques Soustelle et parus au « J. O. » de l'Algérie le 28 octobre, les pharmaciens doivent s'assurer de l'identité des acheteurs des pansements, antibiotiques et de la plupart des médicaments, et exiger d'eux une justification de leurs achats.

Ainsi les supplices de la P.R.G. ne suffisent pas à M. Soustelle dans la guerre d'extermination qu'il mène contre le peuple algérien. Les assassinats en masse (comme dans les carrières de Philippeville), les râtissages ne lui suffisent pas. Il lui faut maintenant priver la population algérienne de médicaments, et transformer chaque médecin et chaque pharmacien en flic — ou du moins l'essayer.

Ces mesures sont sans précédent, reconnaît le ministère de la Santé Publique — même au Viet-Nam, même en Corée, on n'y a pas eu recours. Il fallait attendre pour cela le criminel de guerre Soustelle, ce libéral, cet homme de Mendès-France, cet éminent ethnologue qui — vous souvenez-vous ? — dénonçait si éloquemment les crimes yankees au Guatemala !

N° 381 — 18 Novembre 1955 "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS" HEBDOMADAIRE - 20 fr.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr. Etranger 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

Le P.C.F. fait confiance à Edgar Faure

POUR TRUQUER LES ELECTIONS !

LES élections auront-elles lieu en décembre, en février, ou plus tard ? Le mode de scrutin sera-t-il les apparentements, l'arrondissement à deux tours, ou la proportionnelle intégrale ? Certes, ces questions ont leur importance. Ce n'est pas pour rien qu'Edgar Faure veut hâter les élections, ce n'est pas pour rien que les méthodes de truquages électoral sont employées. Mais même si la proportionnelle intégrale était instituée, la chambre qui en résulterait ne résoudrait pas les problèmes actuels dans le sens des intérêts de la classe ouvrière.

On le vit bien en 36-40. La chambre de « Front Populaire » issue des élections devait être celle de la guerre, les mêmes députés qui ratifiaient les conquêtes sociales arrachées en juin 36 par l'action directe des travailleurs, donnaient le pouvoir quelques années plus tard à Pétain !

La comédie parlementaire actuelle éclaire les plus aveugles.

Jamais conditions n'ont été plus favorables pour les organisations ouvrières d'utiliser les élections comme elles devraient l'être.

Les luttes ouvrières d'août-septembre ont une fois de plus démontré la combativité des travailleurs, et leur détermination. L'aspiration à la grève générale exprime la conviction que pour en finir avec la misère, avec les guerres coloniales, où les jeunes travailleurs versent leur sang au profit des colons, il faut en finir avec le régime. Rien ne serait donc plus facile que d'utiliser cette campagne électorale pour préparer une action générale des travailleurs avec comme objectif, un gouvernement des travailleurs.

Mais toute l'activité des dirigeants de la SFIO et du PCF se réduit à leurs interventions parlementaires. Il faut des élections en décembre, déclarent les dirigeants du PCF, même si elles doivent se faire avec la loi des apparentements. Pas d'élections sans révision de la loi électorale, et vive le scrutin d'arrondissement réclament les dirigeants de la SFIO. Où sont les intérêts de la classe ouvrière ? Evidemment pas plus dans un sens que dans l'autre.

Ces débats sur la date et le mode de scrutin sont une nouvelle occasion pour ces partis de s'intégrer dans le régime. En affirmant que tel ou tel mode de scrutin peut permettre aux travailleurs de trouver une issue, ils masquent le fait qu'il n'est pas de solution durable tant que ce régime en faillite ne sera pas renversé. Ils tentent de détourner l'attention des travailleurs des véritables problèmes, et de l'organiser en vue de truquages.

Pendant toute cette période on cherchera en vain quelle action le PCF ou le PS ont organisée : l'heure est aux discours pré-électoraux.

ROGER DUCROS.

Les masses tunisiennes et les conventions

CINQ mois à peine après la signature des conventions franco-tunisiennes, une grave crise secoue le parti nationaliste néo-destourien qui en a été le principal artisan.

Des années de persécutions, de répression, loin de mater le peuple tunisien, avaient entraîné des couches de plus en plus larges d'intellectuels, de fellahs, d'ouvriers dans la voie d'une lutte intransigeante. Malgré le prestige intact du Néo-Destour et de l'UGTT, le combat, qui culmina dans la lutte armée des fellaghas, se mena sous une forme plus spontanée, plus radicale et échappa en partie au contrôle de l'organisation nationaliste. Devant les duperies et les trahisons de l'impérialisme beaucoup de militants avaient faites leurs les paroles que Bourguiba prononçait en 1949 :

« Nous avons acquis la certitude que l'émancipation de la Tunisie de la tutelle de la France, ne sera jamais réalisée avec la coopération de la France, elle sera réalisée malgré elle ou elle ne sera pas. »

Pourtant, la signature des conventions franco-tunisiennes, le retour de Bourguiba en Tunisie furent accueillis comme une victoire par l'ensemble du peuple tunisien. Mais, en vertu de l'élan révolutionnaire acquis, le désarmement des fellaghas, les concessions majeures faites par Bourguiba à l'impérialisme, furent difficilement admis par les éléments les plus conscients, les plus combattifs du Néo-Destour et de l'UGTT.

Une lutte violente commença au sein du Destour. Salah Ben Youssef, secrétaire du parti, demeurait résolument hostile aux conventions. Pour faire passer sa politique, Bourguiba fut obligé d'opérer des remaniements, de suspendre, d'exclure, un certain nombre de membres de son parti. Peu à peu, les masses tunisiennes, les fellahs, les ouvriers, les anciens fellaghas commençaient à réaliser que rien n'était changé à leur sort, et que selon les paroles de Salah Ben Youssef : « Les conventions franco-tunisiennes n'ont servi qu'à asseoir le protectorat sur des bases plus solides en légalisant tout ce que le colonialisme avait usurpé depuis 1881. »

Les conventions ont légalisé le vol des terres tunisiennes, la main mise du capitalisme français sur les richesses minières et industrielles. Elles garantissent aux colons français la pleine propriété de leurs terres et confirment les droits des sociétés en place en 1954. L'union douanière signée le 1er novembre dernier, entre la Tunisie et la France scelle comme dit « Le Monde », « le destin économique des deux pays, pour le meilleur et pour le pire ». Permettant l'entrée en franchise de TOUS les produits français, l'union douanière empêche le développement d'une industrie tunisienne ; sur le plan financier, la Tunisie est complètement tributaire de la « zone franc » ; elle reste une chasse gardée pour les capitalistes français puisque le gouvernement tunisien s'engage à donner la priorité absolue aux entreprises françaises pour l'obtention des permis de concession et d'exploitation.

Ainsi les fellahs privés de terre, les paysans tunisiens qui végètent sur des lopins exigus, les chômeurs qui faute d'industries cherchent en vain à s'employer voient se perpétuer leur misère.

Le peuple tunisien avait lutté pour une « nation tunisienne » où tous les habitants, sujets tunisiens, quelle que soit leur origine, seraient égaux en droits et en devoirs.

Les conventions ont garanti à la population française d'exorbitants privilèges. Les Français conservent leur statut personnel et sont soumis aux seules lois françaises ; dans les grandes villes 3/7

(Suite page 2.)

NOUVELLE GAUCHE, FRONT POPULAIRE *ET VOLONTE D'ACTION*

LE premier congrès de la Nouvelle Gauche s'est tenu à Paris. Pas de la « Nouvelle Gauche » de M. Mendès-France, la gauche libérale et bourgeoise. Non. Mais celle qui regroupe des militants venus de la gauche socialiste, inorganisés, ou de l'union progressiste.

Qu'en est-il sorti ? Quelles étaient les forces en présence dans les discussions passionnées qui eurent lieu ?

D'un côté l'on voyait les groupes de province, surtout ceux à majorité socialiste de gauche, et la base militante. Ceux-ci sont dégoûtés des atermoiements, des hésitations et des trahisons des grands partis ouvriers. Et ils ont estimé qu'en regroupant, ils pouvaient mener une politique plus conforme à leurs aspirations, à celles de la classe ouvrière et créer autre chose.

De l'autre côté, les « membres indirects du P.C. » que sont les cadres de l'Union Progressiste. Eux veulent bien un regroupement à condition que cela ne gêne pas le P.C.F. et qu'il n'ait pas une politique très différente de la vienne. L'article de Bilioux à ce sujet est leur lecture de chevet. Ils sont fortement encouragés par les parlementaires, ralliés à cette Nouvelle Gauche.

Tout le congrès a été dominé par le heurt confus de ces deux tendances. Les résolutions adoptées sont marquées par ce débat, sans toujours clairement défini, ni clairement engagé.

La résolution politique comporte bien un préambule marquant la volonté des premiers vers une politique socialiste, s'inspirant des traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française. Le divorce n'en est que plus grand avec les points de politique immédiate, en rupture même avec les perspectives énoncées. Où est le programme de gouvernement que se doit, dans l'état de crise actuelle, d'adopter toute organisation politique sérieuse, et surtout qui se veut ouvrière ? A la place, un certain nombre de recettes et surtout la voie vers un nouveau front populaire de collaboration de classes, dont ne seraient nullement exclus les mendès suiveurs.

Un point situe bien la volonté d'une minorité solidement organisée, il faut le dire. Les jeunes ont présenté une résolution demandant la réintégration des jeunes de la Nouvelle Gauche, au « Comité des organisations de jeunesse, contre l'utilisation du contingent et pour la paix en Afrique du Nord ». Ils en étaient sortis sur injonction du comité directeur. Alors que le congrès était favorable à cette réintégration, il fut voté de laisser la décision au comité directeur élu par le congrès.

D'autre part, dans la résolution générale on ne sait pas très bien si l'on parle vraiment d'une augmentation des salaires. Peut-être sous forme d'une augmentation du S.M.I.G. — c'est tout. Les 40 francs de Nantes n'ont jamais dû exister !

En définitive, la Nouvelle Gauche est prise dans une contradiction qui la rend fragile et en fait très probablement un regroupement éphémère, comme il y en eut déjà. Les parlementaires et toute une couche de « personnalités » ne se sont ralliés à une certaine base militante que pour des raisons inavouées mais visibles de tactique électorale. Cette « Nouvelle Gauche » n'est pour eux que le cheval de bataille de leur éventuelle élection, réélection, alliances ou autres cuisines électorales.

La base militante se place sur d'autres considérations. Elle veut un instrument pour pouvoir se battre et s'inscrire réellement dans la lutte politique, et même la lutte de classes de ce pays.

Un compromis sur des vues aussi éloignées les unes des autres ne pourra jamais durer qu'un temps. C'est Lebrun, de la CGT, qui disait : « Il y en a qui veulent un parti socialiste ouvrier — d'autres (dont il est) un regroupement de Front populaire (lire alliance électoraliste ne faisant pas de peine au P.C.) — il faudra choisir. »

Charles BERNARD.

Abonnez-vous à

LA VÉRITÉ

6 mois : 400 francs.
1 an : 800 francs.

C.C.P. : Société de Presse, d'Edition et de Librairie, 6032-01 PARIS.

Ben Boulaïd, libre

L'EVASION spectaculaire de Ben Boulaid et des 11 condamnés à mort de la prison de Constantine a plongé les colonialistes dans le désarroi et le gouvernement général est obligé d'y répondre en attribuant la réussite de cette évasion au mauvais fonctionnement disciplinaire et en mettant sous les verrous le directeur de la prison...

Réussite inexplicable, en effet, pour les colons qui ne veulent voir dans les patriotes algériens que des « bandits » agissant pour le compte de l'« étranger » qui les rétribue — et pour qui la seule politique est celle de la répression.

Mais Ben Boulaid n'était pas un « bandit » et ses trente camarades de cellule chez qui a joué, sans une seule défaillance, une magnifique solidarité, n'étaient pas non plus des « bandits » mercenaires. C'étaient des patriotes, animés d'un idéal de lutte libératrice. Comment expliquer autrement qu'un dix-neuf d'entre eux aient accepté de courir le risque de punitions et d'aggravations de peine pour permettre la libération des douze autres si une solidarité profonde de lutte et une confiance intacte dans la justesse de leur combat ne les avaient poussés ? Car le mouvement de libération nationale du peuple algérien a atteint une telle ampleur, une telle profondeur que la conscience de sa force touche les militants emprisonnés qu'aucune force policière, aucune muraille de prison ne peuvent isoler des leurs. C'est le développement de cette lutte qui permet toutes les audaces, mobilise tous les courages et renforce la solidarité de tous. L'évasion de Ben Boulaid et de ses compagnons est une victoire pour tout le peuple algérien et est ressentie comme telle partout.

C'est parce qu'ils savaient que Ben Boulaid et ses camarades n'étaient pas des « bandits » mais des hommes luttant pour leurs idées et condamnés pour elles, que les démocrates français rassemblés dans le « Comité pour la libération de Ben Boulaid et des condamnés à mort » ont mené une action publique pour que soit levée leur condamnation. Au cours du meeting tenu le 8 novembre salle Wagram, sous l'égide du Comité, Ruff, le député Verdier, Dechezelles, le professeur Massignon, R. Chéramy et de nombreux autres, ont montré l'horreur de la politique répressive suivie en Algérie par le gouvernement français. Le professeur Massignon, dans une intervention émouvante, a déclaré avec force : « il est absurde de tuer un homme pour ses idées. Tuer l'homme ne tue pas l'idée et lui donne au contraire une force plus grande auprès de ceux qui restent ».

L'évasion de Ben Boulaid et de ses compagnons lui donne magnifiquement raison : en emprisonnant les patriotes algériens, en les menaçant de mort, on ne tue pas l'idéal qui les porte mais en le rend encore plus puissant.

RENE GILLES.

GREVE GENERALE EN ARGENTINE

ENTRE le gouvernement réactionnaire des militaires qui a renversé Péron et la classe ouvrière argentine, l'épreuve de force est engagée.

Dans une première phase, le nouveau régime s'efforça d'aboutir à un compromis avec les bureaucrates péronistes qui dirigent la CGT ; ceux-ci s'y montraient disposés et le gouvernement du général Lonardi les récompensa en leur laisant leur presse et leurs locaux, et en arrêtant à mi-chemin les tentatives de coups de force des « syndicalistes libres » (c'est-à-dire favorables à l'impérialisme yankee) pour s'en emparer.

En même temps Lonardi multipliait les promesses de ne pas porter atteinte aux conquêtes sociales réalisées par les travailleurs sous le régime péroniste. Mais ces promesses ne peuvent être tenues ; la situation économique est critique, et le conseiller économique du gouvernement, Raul Prebisch, autrefois limogé par Péron, exige un « programme d'austérité » pour faire face : l'abandon de la politique péroniste d'édification d'une industrie argentine autonome, priorité à l'agriculture, subventions aux grands propriétaires terriens, investissements de capitaux étrangers. Ce programme comble les vœux de l'impérialisme américain, et éclaire suffisamment le rôle de celui-ci dans le renversement du régime péroniste. Mais il ne peut être réalisé qu'au prix d'un abaissement massif du niveau de vie des travailleurs argentins, livrés à la merci des trusts nord-américains, tout comme leurs frères du Guatemala après la chute d'Arbenz.

Un seul obstacle à la réalisation de ce programme : la combativité des travailleurs argentins semble intacte, malgré la couardise de leurs dirigeants. S'ils ne se sont pas battus pour défendre Péron, c'est que celui-ci a délibérément renoncé à les appeler à combattre ; c'est qu'il a repoussé avec effroi — comme avant lui Arbenz au Guatemala — la revendication formulée par les syndicalistes révolutionnaires et les trotskystes de la constitution de milices ouvrières. S'ils ont attendu encore plusieurs semaines pour combattre, c'est que les bureaucrates péronistes de la CGT s'efforçaient de négocier avec Lonardi un compromis qui eût sauvegardé leurs intérêts à eux, bureaucrates, et non ceux des travailleurs. La semaine dernière encore ces bureaucrates annulaient au dernier moment l'ordre de grève générale lancé par eux pour protester contre la menace qui pesait sur les deux quotidiens de la CGT, « La Prensa » et « El Lider », ainsi que les tentatives de coups de force imposant des dirigeants « libres » aux syndicats cégétistes. Malgré l'annulation de l'ordre de grève, 65 % des travailleurs le suivirent. La grève fut générale à Avellaneda, le principal faubourg industriel de Buenos-Ayres.

Il devenait dès lors clair pour « l'homme fort » du gouvernement militaire, le contre-amiral Rojas, vice-président du gouvernement, que les méthodes temporisatrices du général Lonardi avaient fait leur temps. Une révolution de palais le remplaça par le général Aramburu. Et celui-ci accula aussitôt les dirigeants de la CGT à l'épreuve de force, à laquelle ceux-ci durent se résigner. Après avoir reculé pied à pied depuis le 16 septembre, ils lancaient l'ordre de grève générale illimitée à partir de lundi 14 novembre à minuit.

Contre le gouvernement militaire pro-impérialiste, les travailleurs argentins doivent donc, par la faute de leurs dirigeants, engager la lutte dans les pires conditions. Le siège central de la CGT à Buenos-Ayres est occupé par des fusilliers marins. A Rosario, seconde ville du pays, les dirigeants de la CGT sont emprisonnés. Des détachements militaires, des auto-mitrailleuses, des tanks patrouillent dans les faubourgs industriels. De quart d'heure en quart d'heure, la radio diffuse un communiqué menaçant les grévistes d'emprisonnement. Et cependant, à l'heure où nous écrivons, la grève apparaît comme un grand succès : elle est totale dans les entreprises frigorifiques, dans la métallurgie, dans les textiles. Des consignes ont circulé par téléphone, des tracts ont été répandus en masse ; à Avellaneda et à Rosario, des combats de rue ont éclaté entre les grévistes et les fusiliers marins. Privés de leur appareil, les bureaucrates dirigeants sont impuissants ; les travailleurs ne le sont pas. Ce sont les militants de base qui organisent le combat. Ainsi se forge une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat argentin. Quelle que soit l'issue immédiate de la lutte, c'est là le fait fondamental.

G. BLOCH.

LIBEREZ MUSTAPHA

Tous ceux des militants ouvriers français, et ils sont nombreux, qui connaissent Mustapha ben Mohammed auront appris avec angoisse sa récente arrestation.

Les cris de joie de la presse colonialiste nous font un devoir d'alerter immédiatement l'opinion publique. Après l'évasion des onze condamnés à mort, il est certain que les colonialistes chercheront à faire payer cher à Mustapha ben Mohammed sa fidélité au Mouvement National Algérien, son courage militant, sa certitude en la victoire finale.

Travailleurs français, démocrates, le sort de Mohammed Ben Mohammed, jeune dirigeant du MNA, est entre nos mains.

Nous combattrons pour le faire libérer des geôles de l'impérialisme.

La parole au peuple algérien

III. - Des élections libres

IL en a toujours été ainsi. Au moment même où l'impérialisme français voit se dérober le sol sous ses pas, quand le mouvement des masses le prend à la gorge, certains de ceux partis, hommes politiques ou journalistes — qui hier encore dénonçaient avec virulence en paroles — les méfaits du colonialisme partent à la recherche de formules.

Et ce n'est pas un hasard si dans leur élan, nombre de ces faiseurs de plans se trouvent avoir abandonné le terrain de l'anticolonialisme. Les uns, sans s'en rendre compte, abusés, honnêtement. D'autres, plus nombreux, volontairement.

DU POINT DE VUE TECHNIQUE...

Evidemment, cette guerre est malheureuse, déclarent les tenants de ce point de vue. Mais, techniquement, il est impossible que le gouvernement, que tout gouvernement français d'ailleurs, arrête les opérations militaires sans avoir obtenu de garanties. Faux problème qui recouvre un passage de fait sur les positions pro-impérialistes.

Rétablissons la réalité. Le peuple algérien privé de ses droits les plus élémentaires, chassé de ses terres, réduit à la misère et au chômage, exproprié politiquement et économiquement dans son propre pays, avait été contraint de prendre les armes pour que soit reconnue son existence nationale. Les gouvernants « français », qu'ils se nomment Mendès-France ou Pinay, Ed. Faure ou Mitterrand, ont mobilisé la plus grande partie de l'armée française et expédié celle-ci en Algérie. Ce sont les gouvernants français qui portent la responsabilité de la guerre. Ce sont eux que le peuple français accuse.

Et les choses étant ce qu'elles sont, les militants ouvriers et les démocrates anticolonialistes se tourneraient vers le peuple algérien pour exiger de lui des garanties ? Bien piètres anticolonialistes ceux qui adoptent un tel point de vue. Non, c'est au gouvernement français, quelle que soit la couleur politique de son président du Conseil, à donner au peuple algérien, spolié, opprimé, des garanties préalables. Se placer sur le plan d'un soi-disant point de vue technique c'est, qu'on le veuille ou non, glisser sur le terrain du gouvernement et des exploiteurs colonialistes. Nous, militants ouvriers, si nous sommes réellement démocrates conséquents, nous refuserons de nous ranger dans le camp du gouvernement « français », des colons « français », des généraux « français » la balance n'est pas égale. Les responsabilités ne sont pas partagées. Elles retombent entièrement sur l'impérialisme.

...A LA NEGATION DE LA DEMOCRATIE

Généralement de telles garanties préalables au cessez-le-feu sont exigées au nom de la préservation de la minorité européenne. Singulière argumentation.

Oui ou non, en Algérie, les 9 millions de musulmans sont-ils privés de droits contrairement aux 1 million d'Européens qui bénéficient de toutes les garanties ?

C'est calomnier le peuple algérien que de prétendre que les Musulmans veulent chasser la minorité européenne. « La valise ou le cercueil », cela a toujours été un mot d'ordre provocateur des colonialistes visant à dresser un mur infranchissable entre les peuples français et algérien.

Ce que revendique le peuple algérien, c'est l'égalité des droits, c'est la démocratie :

1 Algérien = 1 Français
et non
9 Algériens = 1 Français.

Seuls, des colonialistes cynicaux à tout prix maintenir leurs privilèges peuvent prétendre qu'il y a là une revendication démagogique. Seuls, ceux qui glissent involontairement ou non sur les positions des colonialistes refuseront de soutenir cette revendication à l'égalité.

Monsieur Gilles Martinet, nous l'avons déjà noté, a le premier eu l'audace, au nom d'un soi-disant réalisme, d'écrire dans « France-Observateur » du 29 septembre :

« Cette circonstance, avec beaucoup d'autres implique, à notre avis, que les premières élections libres en Algérie, se dérouleront encore dans le cadre des deux collèges (la propor-

(Suite page 2.)

Numérisation CERMTRI

LES LUTTES D'AOUT - OCTOBRE DANS LE RHONE

LES OUVRIERS LYONNAIS et la «TOURNANTE»

LE prolétariat lyonnais — moins bien organisé que celui de la Loire ou celui de l'Isère — fait pourtant de faire preuve d'une combativité peut-être supérieure à celle manifestée en août 1953. Dans la plupart des boîtes d'une certaine importance les ouvriers sont entrés en lutte. C'est ainsi que durant le seul mois de septembre cent débrayages étaient effectués à Villeurbanne par dix-huit cent métallos.

Récapitulons. Les congés ne sont pas terminés que ça et là des mouvements éclatent. Ils vont se développant durant la première quinzaine de septembre pour atteindre leur maximum à la fin du même mois. Le 27, plusieurs milliers de travailleurs sont en grève dans dix-neuf entreprises. Pourtant c'est ce jour-là que Fibre et Mica rentre, acceptant les 5 % proposés par le patron. Mais ainsi qu'il le dit — de se prononcer en faveur d'une grève illimitée pour les 40 frs horaires... Ces indisciplinés furent laissés isolés et la seule solidarité financière, cependant active, fut impuissante à empêcher leur quasi-défaite.

NON A LA « TOURNANTE » !

Dans le même temps, en de multiples endroits, des militants syndicalistes, appartenant surtout à la CGT, surmontent leur désorientation et réagissent. « La République », quotidien stalinien régional, tronque ou dismulie malheureusement toute information à ce sujet. Le 27 elle est pourtant obligée de reconnaître — en une seule ligne et très obscurément, que les travailleurs de plusieurs ateliers de Berliet « **proclament une réunion de secteur dans l'action pour une éventuelle revendication** ». En clair, les métallos de l'usine-pilote lyonnaise demandaient la tenue **ensemble à Vénissieux**, sur une revendication essentielle **qui soit la même pour tous**. Situation analogue à la Rhodiacéta-Vaise (4.000 travailleurs) après que le lock-out de certains ateliers eut été favorisé par le caractère partiel des débrayages, un violent accrochage oppose les ouvriers de la Filature Hommes à un dirigeant de l'UD-CGT venu leur conseiller d'arrêter la grève.

Le 23, ainsi que presque partout en France, les chemins furent grève 24 heures, comme les agents de conduite, malgré la position de la Fédération CGT en faveur des arrêts limités.

Enfin le Conseil Syndical du SNI se prononce dans une résolution pour la lutte d'ensemble et contre les grèves partielles cependant que certaines fonctionnaires ensemble plusieurs sections sont favorables à un mouvement général.

LA « TOURNANTE » SE DEFEND

Dans les usines, dans les assemblées générales, les discussions sur « les nouvelles formes de lutte » se font de plus en plus fréquentes. Les bureaucrates s'émeuvent. Dans « La République » du 30 septembre, par le truchement de Jean Coin, ils « définissent » tout d'abord la lutte généralisée comme étant le fait « **d'un culte opportuniste de la spontanéité, d'une gesticulation anarcho-syndicaliste qui étouffe le mouvement dans un corset étroit de la forme exclusive** ». Puis, reprenant une « expression » mille fois utilisée ces derniers temps: « **Est-ce que la question du « tous ensemble » se posait pour les métallurgistes de St-Nazaire de la même façon que pour les ouvriers de notre région ? Sans aucun doute. Car le « tous ensemble » correspond à un sentiment légitime de solidarité et d'unité ouvrières. Mais c'est un fait — qu'il convient de ne jamais oublier — que le degré de combativité des masses n'est pas uniforme, qu'il varie, etc..., etc... »**

Le lendemain, nouvel article, où Marius Martin, secrétaire général de l'UD, fait la mise au point définitive : « **Si quelques militants ou dirigeants de syndicats ont encore la nostalgie de certaines formes de luttes utilisées dans un passé récent au cours des batailles revendicatives, il faut avouer qu'ils ne sont qu'une minorité... N'écpèche qu'il nous arrive de constater que, dans des réunions, des camarades, de moins en moins nombreux il est vrai, doutent de l'efficacité de ces formes de lutte et qui, par ces doutes exprimés parfois très fortement, arrivent à en influencer d'autres** ». Edifiant... mais attendez la suite, le mensonge, puis la calomnie pure et simple y font apparition : « **...Nous savons qu'à St-Nazaire, le secrétaire de l'UD-FO lançait à l'époque, à cor et à cri, qu'il fallait à tout prix pour assurer la réussite du mouvement que les Fédérations CGT, FO, CFTC lancent un mot d'ordre de grève générale à l'ensemble des métallurgistes de France. Pour l'objectivité du fait, il faut d'ailleurs dire qu'il fut vertement pris à partie par l'ensemble des militants, y compris ceux de FO, qui avaient compris tout le danger de démobilisation d'une telle conception.**

...Nous entendons dire, par de nombreux cheminots de toutes appartenances syndicales, que c'est la SNCF qui a fait lancer le mot d'ordre de grève de 24 h. du vendredi 23 septembre, pour les agents de conduite par la FNAAC. n'est-on pas porté tout naturellement à les croire ? Alors pourquoi tâtiter et surtout faire douter les autres ? Est-ce que les camarades ne devraient pas réfléchir davantage en particulier, certains dirigeants du syndicat du Rhône ? »

Les lecteurs de « LA VERITE » savent à quoi s'en tenir au sujet de la position des métallos FO de la Loire Inférieure dont les syndiqués nantais, réunis le 16 septembre en assemblée générale « demandent unanimement qu'un appel soit lancé à tous les métallurgistes de France par la Fédération de la Métallurgie FO pour entrer en lutte directe suivant l'exemple de St-Nazaire et de Nantes ». Quand à la seconde affirmation, lorsque nous voyons que des dirigeants rappellent à tout propos que des patrons de Vénissieux, soit-disant effrayés par les « tournantes », auraient dit aux travailleurs : « Mais qu'attendez-vous pour faire la grève générale ? », lorsque nous lisons au sujet de la lutte du personnel d'une ligne de trolleys : « L'intention évidente de cette grossière provocation, le lock-out de la ligne 26, était de pousser les tramiots à une grève générale et illimitée qui en l'occurrence qu'être contraire aux intérêts des usagers » (« République » du 10 octobre), nous comprenons que nous trouvons en présence d'un système visant à présenter la grève généralisée comme une machination d'inspiration patronale. Autrement dit : « La grève générale, c'est l'arme de classe des trusts ». Ce n'est pas tout.

Pour rattraper les « erreurs » de cette désastreuse grève de 24 heures des cheminots, une conférences est organisée le 8 octobre avec la participation de Georges Séguy, secrétaire fédéral. Le thème habituel y est naturellement développé : « **Le mot d'ordre de la Fédération était juste, mais il n'a pas toujours été repris correctement. Tous n'ont pas compris que le pouvoir économique, c'est à pervertir le sens de classe des militants et fait donner à plein tous ses agents scissionnistes** ».

Au travers de ces informations malheureusement fragmentaires, apparaît clairement la volonté arrêtée des dirigeants CGT de maintenir les luttes sur le plan de l'entreprise, empêchant ainsi tout succès décisif. Et le 22 septembre Frachon, secrétaire général de l'USTM du Rhône, appelle, après Jean Breteau, les métallurgistes à définir « **...leurs revendications exprimées en valeur absolue au pourcentage sans pour autant reprendre automatiquement celles déjà formulées ou s'aligner sur celles déterminées les moyens d'action qu'ils veulent utiliser pour les faire aboutir, y compris la grève sur le tas** ». Ainsi se poursuit l'application du programme de démobilisation.

LA LUTTE S'ESSOUFLE PUIS CESSE

Dans la première quinzaine d'octobre les mouvements sont déjà moins nombreux. Chez Berliet les arrêts limités ne font rares malgré un article de Ferra, secrétaire fédéral du PC (« Le language à tenir chez Berliet », « République » du 4 octobre). Les bureaucrates montrent alors l'accent sur les revendications matérielles, montant les plus fortes en épingle (15 frs et trois semaines de congés payés à la Fonderie Lyonnaise de Précision, 18,50 à 30 frs chez PTR, 12 à 15 frs à la SGAE, 10 à 29 frs à la CGTPP (Bâtiment). Beaucoup moins de bavards sur le chapitre des demi-succès ou des défaites ils en continuent pas moins de prôner dans la presse la même tactique de faillite « Travailleurs du Bâtiment, pourquoi pas vous » (« Gerson Rey. « République » du 13 octobre).

La seconde quinzaine voit encore se développer autour du 20 une certaine combativité. Elle semble très rapidement pour faire place à un calme presque complet seulement troublé depuis les derniers jours d'octobre par des mouvements isolés et la « tournante » des tramiots.

D'août à octobre, la grève aura touché toutes les grosses entreprises, sauf chez Berliet et la Rhodiacéta. Un minimum de coordination eût permis, non seulement de faire fi de l'acte de division de FO, signant seule avant les vacances un accord avec le Patronat, mais de rassembler autour d'obtenir beaucoup plus en beaucoup moins de temps par l'organisation méthodique d'un mouvement d'ensemble répondant à la revendication unificatrice des 40 frs uniformes.

(Correspondant Villeurbanne.)

LE CONGRES DE LA F.E.N.

LES Assises annuelles du Congrès de la Fédération de l'Education Nationale (autonome) se sont tenues à Paris les 11, 12 et 13 novembre. Comme chaque année, les débats ont vu s'affronter les trois tendances qui se partagent le mouvement syndical enseignant : « autonomes », CGT qui bien qu'ayant abandonné leur affiliation à cette centrale continuent à former un groupe plus ou moins homogène, et syndicalistes — révolutionnaires de l'Ecole Emancipée.

A propos du rapport d'activité, de l'orientation, des questions corporatives, la'ques, pédagogiques, économiques, eurent lieu des discussions animées. La Fédération de l'Education Nationale continue, non seulement à conserver la totalité de ses adhérents mais encore à voir s'accroître leur nombre : largement plus de 215.000, indique Lavergne, secrétaire général; force de la solution unitaire d'une Fédération où les tendances coexistent librement et démocratiquement leurs points de vue, où les organismes de direction sont élus à la proportionnelle.

Pourtant un certain malaise planait sur ce Congrès : la FEN qui fut à de certains moments à l'avant-garde du mouvement revendicatif de la Fonction Publique ces dernières, elle adopta le mot d'ordre d'une Conférence Nationale de la Fonction Publique) semble quelque peu essoufflée dans ce domaine. Le maintien de revendications hiérarchisées, devaient souligner les porte-paroles de l'Ecole Emancipée, empêche la Fédération de jouer pleinement son rôle de ferment unitaire entre les fonctionnaires qui désirent combattre mais ne veulent pas que leur lutte aboutisse une fois de plus à une augmentation de quelques centaines de francs à la base, de plusieurs dizaines de milliers de francs à l'indice 800 !

De même sur le plan de la défense de l'Ecole, la conception uniquement parlementaire et électorale de l'action et des illusions entretenues par la direction fédérale sur la « rénovation laïque » du parti radical et l'avènement d'une « majorité de gauche » aux prochaines élections ont fait l'objet d'une intervention très écoutée de Duthel qui souligna, au nom de l'Ecole Emancipée, que la FEN se préparait là d'amères déceptions et demanda que la campagne électorale soit utilisée pour une action de propagande mais que dès maintenant soit prévue l'action directe nécessaire immédiatement à la réunion du nouveau Parlement, pour obliger éventuellement les députés à tenir tout de suite leurs promesses.

Enfin le très importante discussion sur les questions coloniales fournit essentiellement autour du problème algérien. Prisonnière des positions de ses sections fédérales, la majorité fédérale développa des positions confuses, présentant un texte qui laisse planer un doute sur « l'Algérie française ». Au cours du débat, les représentants de l'Ecole Emancipée défendirent l'idée d'une Constituante algérienne, comme élément essentiel d'une solution pacifique du problème algérien. Les Congrès devait cependant en dehors des motions présentées voter un texte qui se prononce contre l'Etat d'urgence, pour le retrait du contingent, pour un cessez-le-feu négocié par une Conférence de la Table ronde et préparant une libre consultation populaire. Ce texte est un pas en avant par rapport aux motions présentées par la majorité : sans doute doit-il être précisé sur certains points, si la FEN veut jouer son rôle dans ce grand mouvement qui se lève pour imposer une solution pacifique en Algérie et dont le Comité des Intellectuels qui a recueilli un grand écho parmi les enseignants est un des signes précurseurs les plus significatifs.

Dans tous ces débats, l'opposition essentielle se situait entre les positions de la majorité et les positions de l'Ecole Emancipée. Plus encore qu'au cours des derniers Congrès où leur orientation nouvelle se marquait déjà, les représentants de l'ex-tendance CGT limitèrent au maximum leurs interventions. Votant le rapport d'activité, votant les différents textes proposés par la majorité, ils continuerent à poursuivre cette tactique possible : s'intégrer, se fondre complètement dans la majorité — malgré les positions très contestables de celle-ci sur bien des questions essentielles. Mais la tâche est quasi-irréalisable, non seulement parce que la majorité veut pas de ces néo-convertis, mais encore parce que de nombreux militants ex-cégétistes des sections ne peuvent avaler les couleuvres majoritures que l'on désire leur faire incorporer — au nom des ukases du B.P. du PCF — combattus les ex-cégétistes applaudissements par lesquels ces militants saluaient certaines interventions de l'Ecole Emancipée, en particulier sur les questions coloniales.

En somme, un Congrès aux résultats limités, mais dont les discussions ne furent pas sans intérêt dans la mesure où s'y trouvaient débattus quelques-uns des problèmes importants de l'heure pour le mouvement syndical.

CORRESPONDANT.

Renault : Echec aux cadences internales

A l'atelier 62-31, section tours, le sieur Sommeveille, chronométreur, fait la guerre aux temps alloués aux ouvriers pour effectuer leurs pièces. Le prétexte est qu'ayant diminué la section des pièces brutes, nous devrions pouvoir retirer un quart d'heure par pièce. Or, sur la machine, pour enlever 1 mm de 10 mm, le temps est sensiblement le même (on gagne moins de cinq minutes). Pour des pièces évaluées à 1 h 1/4 ou 2 h, par exemple, enlever 1/4 d'heure, c'est énorme. Le chrono et le contremaître désignèrent deux ouvriers travaillant en équipe pour descendre les temps : ceux-ci refusèrent énergiquement.

Le chrono vint alors faire lui-même une démonstration. Après 5 minutes de travail, les ouvriers avaient compris ! 1) il se faisait affuter les outils (nous, nous n'avons pas cette chance !) ; 2) il travaillait sans un montage correct, pour gagner du temps (si on le faisait, nous autres, on se ferait drôlement engueuler !) ; 3) il courait lorsqu'il avait besoin de se déplacer.

Les ouvriers avaient compris : tout le tour débraya. Le délégué parti à la direction, de vieux ouvriers rafraîchirent la mémoire du chrono en lui reparlant du temps où il était « aux manivelles ». Il remballa ses outils et rentra dans son bureau.

Une demi-heure après, le travail reprenait, sans perte de salaire malgré l'arrêt, et avec la certitude que le temps d'usinage ne seraient pas diminués. Mais nous connaissons la direction : les ouvrirs sont sur leurs gardes. A la prochaine tentative, ils sont prêts à remettre ça.

CORRESPONDANT.

UN RAPPELE NOUS DIT :

« *Non vraiment, le moral des gars n'est pas chaud pour aller en Afrique du Nord. En réalité ils sont prêts à s'engager dans la lutte.*

Au moment des événements de Rouen, les gars de mon coin étaient tout prêt à en faire autant. Ils distribuent eux-mêmes les rares tracts qu'ils reçoivent d'organisations qui appellent à la lutte contre l'utilisation des jeunes en Afrique du Nord.

...Pour le moment ces gars espèrent qu'ils vont être libérés à l'occasion des élections...

Ils se demandent d'ailleurs souvent : mais que font les cités, qu'attendent-ils pour agir et sous aider à sortir de là ?

...A Thionville, 600 C.R.S. ont été installés dans une caserne de gendarmerie. Ils se sont amusés à demander leurs permis aux jeunes soldats dans les cafés de la cité : il en est résulté une vraie bagarre générale !

C.I.T. : PREPARER LA LUTTE DE DEMAIN

PENDANT que les travailleurs de notre entreprise luttaient contre la direction pour l'obtention des revendications posées par l'ensemble des syndicats, les travailleurs de l'AOIP, usine de téléphonie du 13e arrondissement luttaient également pour arracher des revendications identiques aux nôtres.

Ces camarades ont envoyé une lettre aux responsables des sections syndicales des autres entreprises de téléphonie de la région parisienne. Cette lettre demandait une réunion entre responsables syndicaux de la téléphonie afin de travailler en commun un programme d'action pour la défense des revendications du personnel de la Téléphonie parisienne.

Pourquoi cette lettre est-elle passée sous silence à la CIT ? Pourquoi les responsables cégétistes de la CIT n'ont-ils pas informé les adhérents de leur organisation ?

Ceci reste à éclaircir, mais pour nous militants trotskystes notre devoir est d'éclairer la lanterne des travailleurs de l'entreprise.

En engageant la lutte sur les propositions des camarades de l'AOIP, le premier pas était fait vers la grève générale dans la Région Parisienne. Cette orientation n'avait rien de commun avec celle des bureaucrates syndicaux qui essayaient par tous les moyens de freiner le mouvement revendicatif des travailleurs.

De nombreux exemples nous le prouvent, c'est le vendredi 16 septembre 1955 Linet, secrétaire du syndicat Renault, député PCF, au cours d'un meeting place Nationale, annonce qu'une délégation se rendra à la direction l'après-midi. A l'heure prévue 5.000 ouvriers se dirigent vers la direction ; une centaine entrent seulement, car les délégués CGT fermèrent les portes de fer interdisant l'entrée aux autres travailleurs.

Le samedi 17 septembre 1955 les gars de la RATP manifestent devant les locaux de la direction, et bloquent la circulation en s'asseyant sur la chaussée, les responsables CGT aidés du commissaire de police, invitent les grévistes à remonter sur le trottoir.

C'est en dernière date la signature, après les avoir dénoncés, des accords Renault.

En réponse à toutes ces manœuvres plus ou moins odieuses, c'est l'unité des travailleurs qui dans leur ensemble se dégèrent du commun leur forme de lutte et obligeront les dirigeants à les suivre et obtiendront le succès de leurs revendications.

(Extrait de « La Vérité-CIT », compagnie industrielle des téléphones.)

CONNAITRE LA VERITE ET LA DIRE

M. JACQUES SOUSTELLE, gouverneur général de l'Algérie, a été piqué au vif par la publication du manifeste du Comité des Intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord. Dès le lendemain, sur ordre, le socialiste qu'il avait été en 1935 secrétaire du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, M. Soustelle croyait devoir affirmer publiquement en réponse que « son seul souci a été depuis dix mois le rétablissement de la paix, et que les intellectuels ont bien tort de parler de ce qu'ils ne connaissent pas. »

En réponse, le Comité des Intellectuels a publié un communiqué dans lequel il déclare :

M. Jacques Soustelle, gouverneur général de l'Algérie, a fait, en date du 7 novembre, une déclaration à la presse reprochant à notre comité de « ne pas connaître objectivement les problèmes de l'Algérie ».

« Le comité pose la question à M. Soustelle : « Gouverneur général, acceptez-vous qu'une commission d'enquête, formée de personnalités « dégagées de toute appartenance « politique et parfaitement objectives, « se rende en Algérie pour examiner « tous les aspects du problème ? »

« M. Soustelle demande si « certaines des solutions proposées ne risquent pas dans l'immédiat d'avoir pour résultat une effroyable effusion de sang. »

« Le comité demande à M. Soustelle s'il ne pense pas que la cessation de la guerre et l'ouverture d'un dialogue loyal avec les responsables politiques du peuple algérien ne constituent pas le moyen immédiat et le plus immédiat de mettre un terme à toute effusion de sang. »

Si vraiment M. Jacques Soustelle est certain d'avoir été « gouverneur de paix », si sa conscience est troublée devant les répressions collectives et autres ratisages, devant les tortures et sévices de la prison, devant la mort dans les locaux de la police d'Alger de l'étudiant Zeddour Belkacem.

M. J. Soustelle a l'occasion de faire éclater publiquement la vérité sur la situation actuelle en Algérie. L'autorité, l'objectivité des savants, universitaires et écrivains qui constituent le Comité des Intellectuels est une garantie.

Se dérober, pour M. Jacques Soustelle, serait reconnaître qu'il y a en Algérie une vérité qu'il faut à tout prix cacher. Cette vérité, c'est la répression, de la violence odieuse et de la guerre — la vérité aussi du désir unanime du peuple algérien de se libérer du joug colonialiste.

Suresnes: les jeunes agissent

MERCREDI 9 novembre, le Comité de Jeunes de Suresnes organisait un meeting avec la participation de Pierre Stibbe. Toutes les organisations locales étaient invitées à y participer. Sont venues apporter leur salut et leur appui la sous-section du Parti Socialiste, du PCF, la Nouvelle Gauche, le MLP, l'Union Locale CGT, l'Association des Parents d'élèves, les Anciens Combattants.

La veille du meeting, la section socialiste apposait une affiche pour tenter de justifier sa non-participation : « La section socialiste refuse de donner sa caution à une réunion organisée avec la participation des communistes qui ont voté la confiance à E. Faure » (sans rire).

Le Comité de Jeunes de Suresnes a montré sa détermination à mener fermement le combat pour le retour du contingent, la libération des rappelés mais aussi contre la répression et la guerre en Afrique du Nord.

Soucieux de donner à son action le maximum d'efficacité, il entend rassembler et associer l'ensemble des organisations de la localité.

Au meeting la résolution suivante a été adoptée :

Réunis à l'appel du Comité de jeunes de Suresnes le mercredi 9 novembre, 500 travailleurs demandent :

1) L'arrêt immédiat de la répression en Afrique du Nord et l'amnistie en faveur des condamnés politiques.

2) La libération immédiate de tous les rappelés ou maintenus.

3) Le retour dans la métropole des jeunes du contingent.

4) La réduction immédiate du service militaire à 15 mois, première étape vers le service d'un an.

5- L'amnistie totale à Régard des jeunes qui ont manifesté leur volonté de ne pas partir en Afrique du Nord.

6) L'ouverture de négociations avec les représentants qualifiés du peuple algérien.

Le PCI appelle tous les jeunes de Suresnes à adhérer au Comité et à renforcer son action.

— Pour le succès des 40 francs !

— Pour la grève générale !

— Pour la fin de la sale guerre d'Afrique du Nord !

ADHERE au Parti Communiste Internationaliste

(Section de la IVe Internationale)

Les élections...

(Suite de la première page)

ainsi le veut la presse bourgeoise d'agiter le spectre de l'alliance Bidault-Duclos !

Cette première phase achevée, Faure place les députés devant le choix véritable, et ne se refuse pas à l'arrondissement du moment que les modérés sont convaincus et que les désistements radicaux, modérés, ex-R.P.F. et M.R.P. peuvent avoir lieu dans de nombreux secteurs.

Quoi qu'il en soit, on peut être maintenant assuré, sauf accident imprévu du dernier heure, que la Chambre nouvelle conservera la physionomie de la précédente, que la même majorité réactionnaire s'y retrouvera et que MM. E. Faure, Pinay et consorts pourront poursuivre en paix leurs petites manœuvres.

Ce résultat qui est le seul but commun à toutes les formations politiques bourgeoises, le plus étonnant est qu'il aura été obtenu avec la complicité ouverte des dirigeants du P.C.F. et la passivité résignée des dirigeants de la S.F.I.O. Tandis que ceux-ci s'enferment dans un isolement électoral momentané, ceux-là se précipitent dans une réintégration à l'intérieur du jeu parlementaire bourgeois en assurant la victoire de la droite.

Que devient dans tout cela la démocratie, la volonté populaire, et autres généralités du dimanche...? A la sauvette, on prépare des élections truquées. On envisage même de les placer en janvier ! Ceux-là même qui hurlaient devant l'hiver défavorable en décembre, ne diront rien en janvier si la loi électorale assure leur réélection.

Après quoi viendront les vrais problèmes : le financement de la guerre d'Algérie, par exemple — le bilan de la répression et de la violence — Fraternité de la possibilité d'exprimer sa colère au cours des élections. M. Faure sait bien que les travailleurs de France trouveront d'autres voies plus violentes et plus décisives pour manifester leur opposition à la politique de répression, de misère et de guerre. Mais qu'importe. Pour l'instant, il s'agit seulement de gagner encore un peu de temps !

L'ALGERIE ...

(Suite de la première page.)

tion des élus à attribuer à chacun d'entre eux (ce qu'ils déterminer) ».

Ce point de vue dit « technique » a été repris par les mendessistes. Il doit être condamné par tous ceux qui veulent réellement assurer des relations libres et fraternelles entre les peuples français et algérien. Comment peut-on concevoir que puisse s'édifier une Algérie libérée de la répression, de la misère et de l'ignorance en acceptant un tel truquage ? Car c'est truquer les élections que de préconiser le maintien du double collège, non, bien sûr, quant à la forme et dans n'importe quelle proportion ne consacrera qu'une position diminuée pour la population musulmane.

1 Musulman = 1 Européen.

Vouloir sortir de cette évidence, c'est reconnaître la domination colonialiste. C'est priver des millions de Musulmans du droit à la liberté.

Monsieur Martinet peut retourner la question comme il le voudra, s'il persiste le collège unique il bloque de fait avec l'impérialisme : les phrases n'y changeront rien.

Il y a plus. Accepter le principe du double collège, conduit nécessairement à vouloir cette fois la démocratie en acceptant que le gouvernement français procède. lui-même préalablement aux élections libres à la désignation des interlocuteurs qui seraient valables, et c'est encore la position de Martinet et des mendessistes.

Il y a une logique. Nier la démocratie, refuser le collège unique, implique la désignation unilatérale d'interlocuteurs irresponsables, puisque non élus par le peuple. C'est, qu'on le veuille ou non, vouloir se soucier bien plus des privilèges politiques et économiques que de l'impérialisme que de ceux du peuple.

1 Musulman = 1 Européen = Constituante Algérienne.

Voilà la seule position anticolonialiste.

9 Musulmans = 1 Européen = double collège

c'est une position pro-impérialiste.

P. LAMBERT.

Les masses tunisiennes ...

(Suite de la première page)

des conseillers municipaux sont français et jouissent ainsi d'une influence prépondérante ; la fonction publique reste inaccessible aux Tunisiens à part les postes subalternes puisque tous les fonctionnaires français se voient confirmer leurs droits et leurs carrières. Le licenciement de 150 postiers contractuels a atiré au gouvernement tunisien des remontrances sévères.

Les Tunisiens ont la consolation d'avoir un gouvernement de façade. Mais celui-ci est dépouillé de ses prérogatives essentielles : la diplomatie et les questions militaires sont de l'exclusif ressort de la France. Le maintien de l'ordre public et la police restent dans les mains du haut-commissaire français pour vingt ans. Les Tunisiens sont jugés par des tribunaux français pour crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat ainsi que les litiges entre Tunisiens et non Tunisiens.

Les quelques concessions politiques faites par l'impérialisme français ont satisfait la petite-bourgeoisie et petite-bourgeoisie qui dirige actuellement le Néo-Destour et dont Bourguiba s'est fait le porte parole : propriétaires fonciers, commerçants, professeurs, avocats. Par étapes, la bourgeoisie tunisienne espère arriver à un partage du pouvoir économique et politique avec l'impérialisme français ; mais c'est une illusion car elle est trop faible.

Mais la logique du compromis est implacable. Bourguiba est aujourd'hui obligé de s'allier à l'impérialisme français pour faire barrage aux aspirations et aux revendications des masses. L'UGTT, sous la pression de l'intolérable misère, des ouvriers des champs et des villes, réclame 20 % d'augmentation de salaires. Bourguiba et le bureau politique du Néo-Destour exhortent le peuple tunisien « à mettre fin à toute agitation et effervescence et à respecter la propriété d'autrui » (entendez la propriété des colonialistes). Sur la demande des colons et des industriels, Seydoux, haut-commissaire de France en Tunisie, estime nécessaire « Sans porter atteinte à nos responsabilités d'associer le gouvernement tunisien au maintien de l'ordre car dans les conflits du travail, maintenir l'ordre et assurer le règlement paisible des différends sont des activités largement complémentaires. »

Ce désastreux compromis qu'il accepte en Tunisie, Bourguiba le présente actuellement pour toute l'Afrique du Nord, car il est conscient du danger de contagion révolutionnaire de la lutte des masses algériennes et tunisiennes.

« J'approuve la position du sultan Mohammed Ben Youssef, surtout quand il réclame l'indépendance dans l'interdépendance. Je suis sûr que ces solutions raisonnables s'imposeront inéluctablement pour l'Algérie. »

Malgré l'immense prestige de Bourguiba qui symbolisa pendant vingt ans la lutte courageuse de tout un peuple, malgré des illusions encore tenaces, les masses exploitées qui forment les troupes du Néo-Destour et de l'UGTT commencent à faire l'amère expérience du compromis. A l'intérieur du Néo-Destour la résistance s'est cristallisée autour de Salah Ben Youssef. On peut faire des réserves sur la personnalité et les mobiles de Ben Youssef. Mais son exclusion a aggravé la crise dans le parti nationaliste. Il a mené publiquement dans toute la Tunisie une violente campagne contre les conventions franco-tunisiennes. Dans certains endroits ses partisans et ceux de Bourguiba en sont venus aux mains. Grâce à sa personnalité, Bourguiba peut l'emporter temporairement. Il peut toujours jouer un moment sur la ligne au Néo-Destour. Mais la crise et la différenciation de classe au sein du parti nationaliste iront s'approfondissant.

D'ores et déjà la tentative de l'impérialisme pour sauvegarder en Tunisie l'essentiel de sa domination grâce à l'autonomie interne, est battue en brèche par la prise de conscience des masses tunisiennes, par la continuation de la lutte au Maroc et en Algérie.

de tous les pays

ALGERIE

Le principe de la responsabilité collective est plus que jamais appliqué. Le samedi 29 octobre une rafle importante était désignée à Constantine. Trois à quatre mille personnes furent interpellées. Le jeudi 3 novembre, 700 Algériens étaient enfermés au stade Turpin depuis cinq jours, ils couchaient à la belle étoile et avaient été laissés sans nourriture.

CEYLAN

Le Lanka Sama Samaja Party, parti trotskyste de Ceylan, et organisation majoritaire parmi les travailleurs ceylanais, mène campagne pour la reconnaissance du Cinghalais et du Tamil comme les deux langues officielles de Ceylan. Le deux tiers environ de la population parlent le Cinghalais, le reste le Tamil. En 1935, le LSSP fut le premier à demander que la langue des indigènes fut employé à la place de l'anglais dans les affaires de l'Etat. Ce mot d'ordre est maintenant repris par le parti bourgeois UNP et les staliniens, mais ils veulent faire du Cinghalais la seule langue officielle, ce qui aurait la signification d'une discrimination contre la population de langue Tamil, d'origine indienne. Au contraire, le bilinguisme Cinghalais-Tamil à l'unité du peuple dans la lutte contre l'impérialisme.

UNION SUD-AFRICAINE

L'Union Sud-Africaine a décidé de ne plus participer aux travaux de l'actuelle session des Nations Unies. Cette décision a été annoncée par H. W. C. du Plessis, chef de la délégation sud-africaine à la séance de la commission politique qui venait par 37 voix contre 7 et 13 abstentions de se prononcer pour la poursuite de l'enquête sur la ségrégation raciale dans son pays.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : RENARD.

Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Sauinier - PARIS-8